



24 septembre 2018

PROJET DE LOI DE FINANCES 2019 : Un budget en trompe l'œil

Le projet de loi de finances (PLF) présenté aujourd'hui prévoit une hausse des dépenses à 390,8 milliards d'euros contre 386,8 milliards d'euros en 2018.

Dans le même temps, les recettes baisseront de 291,4 milliards d'euros contre 306,3 milliards l'an passé.

Dans un contexte macro-économique contraint notamment par une croissance limitée, et par la hausse de l'inflation, le gouvernement met en avant, la baisse des prélèvements obligatoires pour les Français et la promesse d'un gain de pouvoir d'achat.

Dans la réalité des chiffres, ce sont les entreprises qui semblent sortir à nouveau gagnantes de ce PLF avec près de 20 milliards d'euros de réductions de charges notamment via la transformation du CICE en baisse de cotisations sur les salaires (entre 1 et 2,5 SMIC).

Pour les ménages, 6 milliards d'euros de baisse sont annoncés (une somme déjà contestée par l'OFCE) grâce, principalement, au dégrèvement de la taxe d'habitation, à la bascule de cotisations de la CSG et à la défiscalisation des heures supplémentaires dont on peut craindre par ailleurs l'effet négatif sur l'emploi.

Pour l'UNSA, ce déséquilibre en faveur des entreprises est préoccupant alors que les efforts budgétaires consentis par la nation depuis plusieurs années au bénéfice de celles-ci n'ont, à ce jour, pas produit d'effet probant sur les créations d'emploi.

Dans le même temps, la baisse annoncée de la fiscalité des ménages est remise en cause concrètement par la hausse des taxes sur les carburants, la désindexation et la moindre revalorisation de plusieurs allocations à dimension sociale comme l'APL.

Qu'en sera-t-il également demain avec la réforme de l'assurance chômage et les projets de dégressivité des allocations ?

L'UNSA déplore également que les retraités soient devenus aujourd'hui la variable d'ajustement budgétaire avec pour l'écrasante majorité d'entre eux, une chute significative de leurs revenus entamée en 2018 et confirmée dans le projet de budget 2019.

Alors que le gouvernement espère contenir le déficit budgétaire à 2,8 % du PIB en 2019, l'UNSA est très préoccupée par la politique du rabot appliquée aux services publics de notre pays. Les diminutions de postes et de crédits dans des ministères aux missions importantes comme l'éducation nationale, les finances ou le travail-emploi ne peuvent à terme que menacer des politiques publiques essentielles pour nos concitoyens.

De plus, l'UNSA regrette qu'aucune mesure salariale ne soit prévue, pour les fonctionnaires, dans ce budget après deux années de gel du point d'indice.

Au total, les choix budgétaires apparaissent très discutables au regard des besoins de notre pays et de sa cohésion sociale.

C'est pourquoi, l'UNSA et ses syndicats utiliseront le débat budgétaire pour interpeller le gouvernement et la représentation nationale.